GREFFE
du Tribunal de Commerce de
NIORT
2 rue du Palais
BP 8818
79023 NIORT CEDEX 9

C E R T I F I C A T
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

SARL
ABC CABINET MEGANE
91 BD DES ARANDELLES

79180 CHAURAY

Dépôt effectué par :

STE CIVILE PROFESSIONNELLE
SCP Gerard TARLY Bernard FAUCHER et Bern
20 PLACE DU PORT VILLA NIORTO
BP 137

79005 NIORT

Numéro RCS : NIORT B 422 350 827 (15199/1999B00073)

Pièces déposées le 03/08/2000 Numéro : 2000885

expedition acte notarie **05/07/2000**
— CESSION DE PARTS (OU DONATION)
PAR M.ET MME VAILLEUX A MMEVAILLEUX

statuts mis à jour **05/07/2000**

Le Greffier.

COPIE AUTHENTIQUE

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE NIORT
03 AOUT 2000
GREFFE

5 JUILLET **2000**

CESSION DE PARTS SOCIALES
(SARL ABC CABINET MEGANE)

par M. et Mme **VAILLEUX**

à Mme **VAILLEUX**

B. FAUCHER - B. SURVILLE - A. JONOUX
NOTAIRES

20, Place du Port - 79000 NIORT

Téléphone : 05 49 09 24 25 • Télécopie : 05 49 09 07 16

REFERENCE : AJ/XG

L'AN DEUX MIL
Le cinq juillet

Maître **Alain JONOUX**, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Bernard FAUCHER, Bernard SURVILLE et Alain JONOUX, Notaires associés", titulaire d'un Office notarial dont le siège est à NIORT, Deux-Sèvres, 20, Place du Port, soussigné,

A reçu le présent acte authentique contenant :

CESSION DE PARTS SOCIALES

A la requête de :

1ent - Monsieur Christian Marcel **VAILLEUX**, militaire de carrière, et Madame Roseline Geneviève **PLANCHET**, astrologue, époux demeurant à CHAURAY (Deux Sèvres), 91 boulevard des Arandelles,

Nés, savoir :

Monsieur à NEVERS (Nièvre) le 16 septembre 1959.

Madame à FORS (Deux-Sèvres) le 1er mars 1950.

Soumis au régime légal de la communauté d'acquêts à défaut de contrat préalable au mariage célébré en la Mairie de CHAURAY (Deux Sèvres) le 12 aout 1992.

Tous deux de nationalité française.

Ayant la qualité de résidents au sens de la réglementation des changes,

Agissant solidairement et ci-après dénommés le "cédant".

D'une part,

2ent - Madame Roseline Geneviève **PLANCHET**, astrologue, épouse de Monsieur Christian Marcel **VAILLEUX**, demeurant à CHAURAY (Deux Sèvres), 91 boulevard des Arandelles,

Née à FORS (Deux-Sèvres) le 1er mars 1950.

Soumise au régime légal de la communauté d'acquêts à défaut de contrat préalable au mariage célébré en la Mairie de CHAURAY (Deux Sèvres) le 12 aout 1992.

De nationalité française.

Ayant la qualité de résident au sens de la réglementation des changes,

Ci-après dénommée le "cessionnaire", qui accepte.

D'autre part.

RV C.V

Lesquels ont exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

Il existe entre Monsieur Christian VAILLEUX et Madame Roseline PLANCHET une Société à Responsabilité Limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : ABC CABINET MEGANE

Objet : Toutes activités d'astrologie

Siège social : CHAURAY 79180 Deux Sèvres 91 boulevard des Arandelles.

Immatriculation : Registre du Commerce et des Sociétés de NIORT sous le numéro 422 350 827

Capital : 8.000,00 Euros divisé en 80 parts de 100,00 Euros l'une, entièrement libérées dépendant en finance de la communauté VAILLEUX-PLANCHET et appartenant en titre à :

Monsieur VAILLEUX Christian Marcel à concurrence
de 40 parts, numérotée de 1 à 40 inclus, ci 40 parts

Madame Roseline PLANCHET, épouse VAILLEUX,
à concurrence de 40 parts, numérotées de 41 à 80 inclus, ci. 40 parts.

Gérance : Madame Roseline PLANCHET, épouse VAILLEUX, a été nommée gérante de la société aux termes des statuts reçus par Maître Philippe PITRE, notaire à NIORT (79), le 18 mars 1999.

Condition des cessions de parts : L'article 11 des statuts dispose que "(...) Toute cession de parts doit être constatée par écrit. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés. (...) Les parts sociales sont librement cessibles entre associés."

CECI EXPOSE, il a été convenu ce qui suit :

Le cédant cède en s'obligeant aux garanties ordinaires et de droit au cessionnaire, qui accepte, l'intégralité des parts sociales, soit quatre-vingt (80), composant le capital social de la SARL ABC CABINET MEGANE.

A cet effet, le cédant subroge le cessionnaire dans tous les droits et actions résultant de la possession des parts cédées. Il est fait observer qu'il n'a été délivré aucun titre représentatif des parts cédées et que leur propriété résulte des actes sus-énoncés que le cessionnaire déclare bien connaître pour en avoir pris connaissance. Le cessionnaire se conformera strictement aux clauses et conditions des statuts qu'il déclare parfaitement connaître et dont un exemplaire lui a été remis, ainsi que par tous actes modificatifs.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix unitaire de ~~750,00 Francs~~, soit pour quatre-vingt (80) parts, ~~SIX MILLE FRANCS (6.000,000 F)~~.

Ladite somme stipulée payable d'un commun accord entre les parties au plus tard lors de l'homologation de l'acte de liquidation de communauté VAILLEUX-PLANCHET à recevoir par Maître Alain JONOUX, notaire soussigné.

INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, Monsieur Christian VAILLEUX, intervenant à l'acte, déclare avoir été averti par son conjoint de l'acquisition objet des présentes, acquisition faite au moyen de biens dépendant de la communauté de biens existant entre eux, et renonce expressément à requérir personnellement la qualité d'associé.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts présentement cédées dépendent de la communauté de biens existant entre VAILLEUX Christian Marcel et son conjoint PLANCHET Roseline Geneviève, pour avoir été reçues en contrepartie d'apports en numéraire, effectué lors de la constitution de la société.

DECLARATIONS GENERALES

Les soussignés de première et de seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
- et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire de l'intégralité des parts sociales et en aura la jouissance à compter de ce jour.

DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception des droits d'enregistrement, le cédant atteste que les parts, sur lesquelles portent les droits présentement cédées parts, ont été créées en vue de rémunérer les apports en numéraire effectués à la société.

Il déclare en outre, que la présente cession n'entraîne pas de dissolution de la société et qu'elle n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1655 ter du code général des impôts.

FRAIS

Tous les frais, droits, et honoraires des présentes et de leurs suites seront à la charge exclusive du cessionnaire qui s'y oblige.

MENTION

Mention des présentes est consentie partout ou besoin sera.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

RVCV

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties ont affirmé expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu et elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné atteste en outre, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix, si ce n'est par le jeu de la clause de variation du prix indiquée ci-dessus.

DONT ACTE EN QUATRE PAGES.

La lecture de cet acte a été donnée aux parties par le Notaire soussigné qui les a fait signer.

LES JOUR, MOIS ET AN CI-DESSUS ENONCES,
En l'Etude du Notaire soussigné,
Notaire et comparants ont signé le même jour cet acte comprenant :
- renvois .....(0)
- mots nuls .....(0)
- lignes nulles.....(0)
- chiffres nuls .....(0)
- blancs bâtonnés...(0)

M. VAILLEUX	Mme VAILLEUX	Me JONOUX
		Notaire

RV
CV

ENREGISTRÉ A NIORT R.D.
Le 13 JUIL. 2000
Bordereau 371 N° 4
Reçu: cent francs
(0,- mentionnés)
Contrôleur

<u>- POUR COPIE AUTHENTIQUE</u> -

Rédigée sur six pages
Délivrée comme étant la
reproduction exacte de l'original
par le Notaire soussigné.

Me Bernard SURVILLE NOTAIRE ASSOCIÉ - NIORT (Deux-Sèvres) -

EURL ABC CABINET MEGANE

Capital : 8.000 Euros

Siège social : 91 Bd des Arandelles (79180) CHAURAY

RCS NIORT 422 350 827

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE NIORT

0 3 AOUT 2000

GREFFE

STATUTS

Mis à jour suite à la cession de parts sociales du 5 juillet 2000

Gérante : Roseline PLANCHET,
épouse VAILLEUX

Copie Conforme

-S T A T U T S-

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société a la forme d'une Société à Responsabilité Limitée, régie par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :
Toutes activités d'ASTROLOGIE

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : "ABC CABINET MEGANE"

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social (article 28 du décret du 23 mars 1967) ainsi que de son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (article 72 du décret du 30 mai 1984).

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à CHAURAY (79180) 91 boulevard des Arandelles

Transfert du siège : Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, conformément à l'article 60 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.), sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE 2 : APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS EN NUMERAIRE

Les fondateurs effectuent les apports à la Société, savoir :

1/ Monsieur VAILLEUX apporte en numéraire une somme de QUATRE MILLE (4.000) EUROS,

2/ Madame VAILLEUX apporte en numéraire une somme de QUATRE MILLE (4.000) EUROS.

La somme constituant les apports en numéraire ci-dessus énoncés a été déposée, ce jour même, conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE MARITIME DEUX SEVRES ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par ladite banque et annexée aux présentes après mention.

RV CV

Cette somme sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce, attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ORIGINE DES DENIERS APPORTES

Les sommes ci-dessus apportées ont été prélevées sur des deniers communs.

ARTICLE 7 - RECAPITULATION DES APPORTS

Les seuls apports effectués sont en numéraire pour un montant total de HUIT MILLE (8.000) EUROS, soit converti en Francs une somme de CINQUANTE DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE SEIZE FRANCS CINQUANTE SIX CENTIMES (52.476,56 F).

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de HUIT MILLE (8.000) EUROS.

Divisé en parts sociales égales, il est composé de quatre vingt (80) parts de CENT (100) EUROS chacune.

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées conformément à l'article 38 de la loi du 24 juillet 1966.

Suite à la cession de parts reçue par Maître Alain JONOUX, notaire à NIORT (79), le 5 juillet 2000, les parts sociales appartiennent en totalité, soit les numéros 1 à 80 inclus, à Madame Roseline VAILLEUX, seul et unique associé.

Soit un total égal au nombre de parts représentant le capital social de HUIT MILLE (8.000) EUROS

Les associés déclarent expressément, sous les sanctions de l'article 423 de la loi du 24 juillet 1966 que les parts de la société sont réparties entre eux tel qu'il est dit ci-dessus et qu'elles sont toutes intégralement libérées.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

TITRE 3 : PARTS SOCIALES

ARTICLE 10 - DROITS DES PARTS

Les parts ne pourront être représentées par des titres négociables et sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

RV CV

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

1/ Toute cession de parts doit être constatée par écrit. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés.

2/ Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Cette mesure concerne tous tiers étrangers à la société et notamment le conjoint, les ascendants, les descendants, et notamment toute opération de liquidation de communauté, d'indivision ou de succession.

Le consentement est sollicité selon la procédure prévue par la loi.

3/ L'acquisition par le conjoint, postérieurement à la réalisation de l'apport ou de l'achat, de la qualité d'associé dans les conditions fixées par l'article 1832-2 du Code Civil, est soumise au consentement de la majorité des associés, représentant au moins les trois/quarts des parts sociales.

4/ Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers que jusqu'à concurrence du montant de leur apport.

Ils sont toutefois solidairement responsables pendant cinq ans, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature.

En outre, il est rappelé que, conformément à la loi, lorsque le redressement ou la liquidation judiciaire fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut, en cas de faute de gestion ayant contribué à cette insuffisance, décider que les dettes de la société seront supportées en tout ou en partie, par les dirigeants de droit ou de fait, ou certains d'entre eux, avec ou sans solidarité.

TITRE 4 : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - GERANCE STATUTAIRE

Modalités

La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée. Dans ce dernier cas, le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

RV CU

En rémunération de ses fonctions, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Nomination du premier gérant

Est nommé comme premier gérant de la société :

Madame Roseline Geneviève PLANCHET, Astrologue, épouse de Monsieur Christian Marcel VAILLEUX, Militaire de carrière, demeurant à CHAURAY (79180), FRANCE 91 Boulevard des Arandelles.

Née à FORS (79230), le 01 mars 1950.

Ici présente, laquelle accepte les fonctions qui lui sont confiées et affirme n'être atteinte d'aucune incompatibilité ou interdiction s'opposant à sa nomination.

Elle est nommée pour une durée indéterminée.

Il n'est pas désigné de commissaire aux comptes.

Pouvoirs des gérants

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en aient eu connaissance.

Délégation de pouvoirs

Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toute mesure nécessaire pour le respect des dispositions ci-dessus.

Responsabilité des gérants

La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserves des interdictions légales (emprunts, découverts, cautionnement, avals), les conventions entre la société et l'un de ses associés ou gérants autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, sont soumises à des formalités de contrôle prescrites par la loi, notamment une présentation devant l'assemblée générale des associés et éventuellement un rapport du ou des commissaires aux comptes s'il en existe.

TITRE 5 : CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois

RV CV

critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffres d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

La durée du mandat des Commissaires aux Comptes est de six exercices.

TITRE 6 : DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS GENERALES

1 / La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, conformément à l'article 57 de la loi du 24 juillet 1966 :

- Soit d'une assemblée générale,
- Soit d'une consultation écrite des associés,
- Soit du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

2 / Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

Les propriétaires indivis de parts sociales de capital sont représentés par un mandataire unique parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

Usufruit

Par dérogation aux dispositions de l'article 1844 du Code Civil, si une part sociale est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires, à l'usufruitier dans les Assemblées Ordinaires.

Le droit de prendre communication et copie, indiqué à l'article 11 ci-dessus, appartient indistinctement à l'usufruitier et au nu-propriétaire.

3 / Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi.

ARTICLE 17 - DECISIONS ORDINAIRES

Les décisions ordinaires ont pour objet :

- de donner à la gérance les autorisations nécessaires pour accomplir les actes excédant les pouvoirs qui lui sont conférés.

RV CV h

- de statuer sur les comptes d'un exercice et sur l'affectation et la répartition des bénéfices.

- d'examiner les conventions réglementées évoquées ci-dessus.

- de nommer et révoquer les gérants, le ou les Commissaires aux Comptes, tout liquidateur et contrôleur des comptes ;

- et d'une manière générale, de se prononcer sur toutes les questions qui ne comportent pas directement ou indirectement modification des statuts, examen de la situation de la société en cas d'actif net social inférieur à la moitié du capital social, agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions évoquées à l'article 10 des statuts.

Majorité

Sous réserves d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue les associés, sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelque soit le nombre des votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocation d'un gérant.

ARTICLE 18 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Les décisions collectives extraordinaires sont celles appelées à se prononcer sur toutes questions comportant modification des statuts, examen de la situation de la société en cas d'actif net social inférieur à la moitié du capital social, agrément des cessions et transmissions de parts sociales.

Majorité

Les décisions ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer de nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ou d'agréer des cessions de parts entre associés ;

- par des associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 5.000.000 Francs, et en cas de révocation d'un gérant :

- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 19 - ASSEMBLEES

Convocation

Les assemblées d'associés sont convoquées au siège social ou en tout autre endroit du département du siège social, quinze jours francs au moins avant la réunion, par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour.

La convocation est faite par la gérance et, en cas de carence de la gérance, par le commissaire aux comptes s'il en existe un ou par un mandataire désigné spécialement par

RV CV M

ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé sur demande d'un associé.

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés est présidée par le gérant ou par le plus âgé des gérants présents. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

Consultation écrite

En cas de consultation par correspondance, les associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit conformément à l'article 40 du décret du 23 mars 1967. Le vote est formulé sous le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non". La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à la société, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

TITRE 7 : COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 21 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er janvier et expire le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social portera sur la période allant de ce jour au 31 décembre 1999.

ARTICLE 22 - ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments d'actif et de passif existant à cette date et établit une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

ARTICLE 23 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la

RV CV h

décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés, gérants ou non, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales, les modalités de mise en paiement étant fixées par l'assemblée ou à défaut par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau ou encore compensées directement avec les réserves existantes.

ARTICLE 24 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé a la faculté sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions visées ci-dessus.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêts et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé par assemblée générale ordinaire.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

TITRE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION - TRANSFORMATION

Il est rappelé que la dissolution anticipée résulte soit d'une décision collective extraordinaire, soit du non respect des dispositions légales ou soit d'une dissolution judiciaire pour juste motif à la demande d'un associé.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, une décision collective extraordinaire permettra la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et qui exerceront leurs fonctions conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est alors employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les associés pourront décider la transformation en société commerciale de toute autre forme, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever, pendant la durée de la société ou sa liquidation, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts, ou relativement aux affaires sociales, entre les associés, ou entre les associés et la société, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 27 - ASSOCIE UNIQUE

Dans l'hypothèse où la société ne comporte qu'un associé, elle se trouve soumise aux statuts de l'E.U.R.L. (Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée) fixé par la loi numéro 85-697 du 11 juillet 1985.

RV CV/h

ARTICLE 28 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - FORMALITES - POUVOIRS

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

II - L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation avant la signature des statuts, établi conformément à l'article 26 du décret du 23 mars 1967, est demeuré annexé aux présentes après mention.

III - En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, les associés comparants donnent mandat exprès à :

Monsieur VAILLEUX susnommée, associé de la société

De réaliser, immédiatement pour le compte de la société, les actes et engagements suivants jugés urgents dans l'intérêt social, savoir :

- Acquérir le fonds civil d'ASTROLOGIE, comprenant notamment le matériel et les agencements, appartenant à Monsieur et Madame VAILLEUX, exploité par Madame VAILLEUX, moyennant une indemnité de QUATRE CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (450.000 F) payable comptant le jour de la signature de l'acte ;

La représentation exceptionnelle de la société par Monsieur VAILLEUX pour la réalisation de cette opération s'explique par la qualité de cédante de Madame VAILLEUX.

Madame VAILLEUX pourra quant à elle, en sa qualité de gérante de ladite société :

- Emprunter la somme nécessaire au financement de ladite acquisition, auprès de tout établissement bancaire et sous les charges et conditions qu'il plaira au représentant de la société ;

- Prendre à bail tout local destiné à servir de siège à ladite société moyennant le loyer, et les charges et conditions qu'il plaira au représentant de ladite société.

Ces actes et engagements seront repris par la société, par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Au cas où l'immatriculation n'interviendrait pas dans un délai expirant le 31 décembre 1999, lesdits actes seraient réputés accomplis pour et dans l'intérêt de chacun des associés, solidairement entre eux vis-à-vis des tiers mais dans la proportion de leurs droits dans le capital de la présente société.

IV - En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

V - Enfin, tous pouvoirs sont donnés au gérant pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

RV CV

ARTICLE 29 - MODIFICATION DES STATUTS AVANT L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Les associés déclarent que leurs relations sont régies jusqu'à l'immatriculation de la Société par les présents statuts et par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations et, ce, conformément à l'article 1842 du Code civil.

Dans l'hypothèse où une modification du contrat de société serait envisagée entre ce jour et l'immatriculation de la Société, ces changements seront adoptés à l'unanimité des associés et constatés aux termes d'un acte authentique.

ARTICLE 30 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 31 - DECLARATIONS

Les personnes identifiées ci-dessus sous le paragraphe "IDENTIFICATION DES ASSOCIES", déclarent, chacune en ce qui la concerne, par elle-même ou leur mandataire :

- Avoir la pleine capacité d'aliéner ou de s'obliger ;
- Ne pas avoir été ou ne pas être en état de cessation de paiement, en règlement judiciaire, liquidation de biens, faillite personnelle, banqueroutes, redressement, liquidation judiciaire ou surendettement des particuliers.

ARTICLE 32 - DECLARATIONS FISCALES

Les fonds apportés sont en numéraire et le capital est entièrement libéré.

Les associés décident d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personne, et de renoncer au bénéfice du régime de l'impôt sur les sociétés.

ARTICLE 33 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et des formalités y afférentes, les comparants font élection de domicile en l'Etude du notaire soussigné jusqu'à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, puis après immatriculation, les parties font élection de domicile au siège social de la Société.

DONT ACTE sur 11 pages.

Fait et passé au siège de l'office notarial dénommé en tête des présentes.
A la date sus-indiquée.
Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Les parties approuvent :

- Renvois :
- Mots rayés nuls :
- Chiffres rayés nuls :
- Lignes entières rayées nulles :
- Barres tirées dans les blancs :



